

Mon programme : **FAIRE LE RESTE**



Le mot est du général de Gaulle.

Je dois dire qu'après quatre ans où la vie politique a été contrôlée et conduite par le général de Gaulle, on ne saurait affirmer sans rire, que tout est pour le mieux et que tous les buts sont atteints.

Laissons ces propos à l'U.N.R. débordant d'optimisme au moment même où ses hommes vont presque tous retourner au néant. La vérité, la voici :

IL FAUT D'ABORD SAUVER L'ESSENTIEL.

L'essentiel, c'est d'établir une République où chacun tienne sa place, où l'exécutif gouverne, où le Parlement soit consulté sur les options.

La Démocratie est un dialogue et les démocrates ne doivent pas, ne peuvent pas être au garde-à-vous.

L'essentiel c'est de faire l'Europe, non pas par de simples contacts de chefs d'Etat, mais par des contrats et des traités.

Nous savons les morts et les misères que vous ont valu les frontières et les affrontements de souverainetés.

La bombe atomique, au train où va le monde, sera bientôt dans de multiples mains.

L'Europe nous offre la prospérité, la sécurité et la paix. Sachons la vouloir.

ON A OUBLIE LES BESOINS SOCIAUX.

Les concessions de dernière heure sur le S.M.I.G. et les Allocations familiales, sont visiblement inspirées par l'heure électorale. Je dis que la misère des ouvriers payés au S.M.I.G., je dis que les difficultés des familles modestes méritaient que l'on pense plus tôt à elles et mieux.

L'effort doit porter aussi sur la situation des vieillards et de tous les handicapés. Il faut leur donner non plus des secours, mais des moyens de vie.

Puisque les finances de la France sont améliorées, il est temps de penser aux Français.

ON A OUBLIÉ « LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE ».

Des économistes U.N.R. et distingués vous diront que le pouvoir d'achat a monté. Au vrai, on raisonne sur des indices où figurent des produits très divers et qui souvent paraissent fort peu dans le budget familial.

La mère de famille sait bien ce qu'il en est quand elle fait son marché et quand elle habille ses enfants.

On vous reparlera de l'Association Capital-Travail, mais elle est refusée par tous les syndicats et par tous les employeurs. Il est temps de trouver autre chose.

Parmi les malheureux, parmi les victimes, il ne faut pas oublier les rapatriés que la triste issue de la guerre algérienne vient de refouler parmi nous.

Il faut pour eux proclamer le principe de l'indemnisation totale toujours admis en matière de dommages de guerre. Mais que l'on fasse vite proclamer, pour appliquer ce principe. La justice l'exige. Leur place est avec nous, à la table de famille, sans handicap, sans arrière pensée, fraternellement.

ON A OUBLIÉ TOULOUSE !...

Les grands travaux de voirie, d'éclairage, la politique du logement, sont des entreprises municipales financées par les impôts locaux.

Mais qu'a fait l'Etat pour Toulouse depuis quatre ans ?

Il édifie une Faculté des Sciences, route de Narbonne, et c'est fort bien.

Mais où iront les jeunes diplômés à leur sortie ? Où s'embaucheront les nombreuses promotions que produit tous les ans l'Enseignement Technique et tous ceux qui accèdent au travail ?

TOULOUSE a une industrie chimique et une industrie aéronautique.

C'est trop peu.

Depuis quatre ans, une usine s'est créée pour deux cents emplois. Cela est dérisoire.

TOULOUSE, quatrième ville de France, est peut-être la vingtième comme revenu.

Le Quatrième Plan en fait à peine mention.

LILLE, STRASBOURG, LYON et MARSEILLE, attendent et reçoivent déjà du Marché Commun, une nouvelle prospérité.

Il est temps de parler haut et fort au bénéfice de Toulouse.

De nouvelles usines grossiront la masse des salaires.. Le secteur commercial en aura largement le bénéfice. Et les caisses publiques, emplies par conséquent, , donneront le moyen de pousser les réalisations sociales..

Vous a-t-on seulement parlé de la déperéquation ? C'est une idée fausse de la S.N.C.F. adoptée, promulguée par le Gouvernement.

Elle fait payer le transport des marchandises plus cher dans certaines zones et en particulier dans les départements qui entourent Toulouse.

Qui a protesté, je le demande ? La Chambre de Commerce, la Chambre d'Agriculture... C'est la ville et la région qui auraient dû se lever et dire non !

Autre chose : TOULOUSE a-t-elle une véritable politique Touristique, avec des moyens suffisants et appropriés ? La réponse est tristement négative.

C'est tout cela qu'il faut repenser et reprendre. La vérité de tous les jours, c'est qu'il faut faire renaître économiquement cette ville et cette région pour lesquelles on a fait si peu.

ON A OUBLIÉ L'AGRICULTURE !...

Les ruraux de la Haute-Garonne garderont le souvenir de M. PISANI, qui s'est déclaré peu impressionné par la sécheresse et les désastres qui l'accompagnent. Il leur a dit d'emprunter, d'emprunter toujours.

Ce n'est pas une solution.

La loi d'orientation agricole n'apporte par de grands remèdes aux difficultés rurales. Elle vaut surtout pour la Bretagne et la Normandie.

Rien ne sera fait sans une nouvelle politique des prix. Celui du blé est stationnaire depuis des années, celui du maïs en baisse et le lait vaut deux fois moins cher que l'eau minérale. Le prix des engrais et les tracteurs monte de façon continue. Nos produits sont vendus moins cher que partout dans l'Europe des six. Il faut que cela cesse.

Je ne nie pas que depuis quatre ans, du travail ait été fait.

JE DIS QUE LE CHANTIER RESTE IMMENSE,

et je convie les électeurs de la 3^e Circonscription à faire leur choix en conscience, entre des candidats qui ne sont pas tous compétents de même façon en présence de ces problèmes.

Combien d'entre eux connaissent-ils les problèmes du travail ? Combien les problèmes de l'agriculture ?

Combien ont-ils compris qu'il faut maintenant qu'un politicien soit d'abord un économiste ?

Tels sont mes buts.

Tel sera mon effort.

Je demande aux électeurs de la 3^e Circonscription de me manifester leur confiance.

Je les assure de mon dévouement entier.

Joseph-Louis MALEVILLE

*Avocat à la Cour
Adjoint au Maire de Toulouse
Délégué au Travail et à la Prévoyance Sociale*

SUPPLEANT EVENTUEL :

Pierre COUGOULE

Père de famille nombreuse

Secrétaire Général Administratif

Président de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne

Administrateur de l'Association pour la Sauvegarde

des Enfants Invalides - Ramonville-St-Agne

Administrateur de l'Office Départemental H.L.M.

Administrateur de l'Office Municipal H.L.M.

CANDIDAT
présenté par le

M.R.P.

et soutenu par le Centre National des
Indépendants et Paysans

VU, LE CANDIDAT.